

# Un nouveau partenariat avec l'Afrique ?

A l'heure du vote du budget 2010 de la coopération, dont les trois quarts sont consacrés au continent africain, un débat aussi récurrent qu'essentiel survient : comment s'assurer de l'efficacité des fonds distribués aux partenaires de la France ?



De très nombreux Français se préoccupent de ce qui se passe en Afrique. Avec l'envie de «faire quelque chose» d'utile. Mais comment s'y prendre ? La générosité devient arrogance quand elle ne passe pas par l'échange et l'écoute. L'altruisme, lui, doit s'appuyer sur la compétence et l'analyse pour produire du développement durable. Distribuer généreusement des motopompes pour fournir de l'eau aux paysans du Sahel sans préparer les villageois à les entretenir est contre-productif. Pourquoi ne pas d'abord utiliser les outils et les technologies

que des Africains ont inventés ou acceptés et qui sont adaptés au contexte écologique et social ? Il peut s'agir des plantes et arbres utiles, des techniques de reconstitution des sols (Zai), des méthodes d'irrigation maîtrisable ou encore du microcrédit, un changement sociétal adapté... Bref, appuyer des Africains qui tentent de s'auto-organiser ou de créer une micro-entreprise est sans doute la voie la plus favorable pour réussir un projet local et durable.

Soutenir l'Afrique, c'est aussi minimiser les conséquences directes et indirectes de notre consommation sur les économies, sur les sociétés et sur les ressources naturelles. L'arrêt des subventions et des protections agricoles au Nord serait un geste décisif pour les agriculteurs africains.

Le déversement de déchets dangereux, les envois d'aliments bas de gamme, de médicaments périmés

ou d'armes ne devraient-ils pas être stoppés ? Notre voracité énergétique ne conduit-elle pas nos grands groupes, pétroliers ou nucléaires, à se conduire en pays conquis ? La collecte des bois tropicaux et la pêche maritime sans reconstitution des ressources doivent être repensées. Et que dire du risque de mainmise sur les terres africaines par des

organismes étrangers, publics et privés ? On peut aider en pratiquant des conduites personnelles responsables,

comme consommateur, actionnaire, citoyen ou militant. Transparence, justice, commerce plus équitable peuvent progresser si des militants informent et se font entendre et si de véritables organisations démocratiques africaines émergent avec – ou sans – notre complicité, aux niveaux local comme global.

**Informations : Coordination pour l'Afrique de demain (Cade) sur [www.afrique-demain.org](http://www.afrique-demain.org).**

**«COMMENT S'Y PRENDRE ?»**